



UE-Chine, un sommet sous le signe de la discorde

Différends commerciaux, bras de fer technologique, divergences sur les sanctions contre Moscou... Les désaccords sont nombreux entre dirigeants chinois et européens, qui doivent se réunir jeudi à Pékin

BRUXELLES - bureau européen
PÉKIN - correspondant

L'usage aurait voulu que les Européens reçoivent à domicile les dirigeants chinois pour marquer un demi-siècle de relations diplomatiques, puisque le dernier sommet entre l'Union européenne (UE) et la Chine s'était tenu à Pékin en 2023. Mais Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Antonio Costa, son homologue au Conseil européen, ont accepté de faire une nouvelle fois le déplacement. Telle était la condition pour rencontrer, jeudi 24 juillet, le président Xi Jinping, qui ne comptait pas se rendre en Europe.

Cela n'a pas suffi à amadouer Pékin, avec qui les sujets de friction se sont multipliés. Non seulement le sommet, qui devait initialement durer quarante-huit heures, a été limité à un seul jour dans la capitale, mais, de surcroît, il ne devrait pas s'achever sur l'adoption de conclusions communes, sauf peut-être sur le changement climatique. Avant la conférence mondiale sur le climat, la COP30, qui doit se tenir à Belem (Brésil), du 10 au 21 novembre, les deux parties ont en effet intérêt à afficher ensemble leur détermination, dans un monde où les Etats-Unis vont une deuxième fois quitter l'accord de Paris.

Pour le reste, plusieurs dossiers empoisonnent les relations entre l'UE et la Chine, sur fond de guerre persistante en Ukraine et de retour à la Maison Blanche de Donald Trump. Les Vingt-Sept dénoncent tour à tour les subventions qui aident les entreprises chinoises à gagner des parts de marché en Europe, les multiples barrières qui freinent les sociétés européennes en Chine, le soutien

à la Russie, qui limite les effets de leurs sanctions, ou à l'Iran, qui, selon un diplomate européen, « ne survit que grâce à la Chine ». Ils redoutent également que la Chine ne déverse en Europe ses surcapacités, alors que la demande intérieure chinoise est insuffisante et que Donald Trump a fermé le marché américain. Dans ce contexte, les Européens ont décidé, en octobre 2024, de surtaxer les voitures électriques chinoises et, en juin 2025, de fermer leurs marchés publics aux producteurs chinois de matériels médicaux.

« Discussions franches »

De son côté, la Chine s'offusque de voir l'UE prendre des mesures protectionnistes à son encontre et multiplie les représailles. Elle s'en est d'abord prise au cognac, visant, sans le dire, la France, qui a défendu l'instauration de droits de douane sur les exportations de BYD et autres constructeurs automobiles chinois. In fine, les Hennessy, Rémy Cointreau et Martell n'ont pu échapper, début juillet, aux taxes annoncées par Pékin qu'en se résignant à accepter des hausses de prix négociées.

Mais la Chine avait déjà ouvert un autre front en décidant, en avril, de restreindre ses exportations de terres rares, des métaux indispensables aux nouvelles technologies – des voitures électriques aux éoliennes, en passant par les radars –, qu'elle est quasiment la seule au monde à transformer. La mesure concerne aussi bien les Etats-Unis, où M. Trump lui a déclaré une guerre commerciale, que le reste du monde et elle a contraint des équipementiers automobiles européens à fermer temporairement des lignes de production. Pékin fait implicitement le lien entre cette pénurie savamment orchestrée sur les ter-

res rares, dont l'Europe a tant besoin, et ses véhicules électriques, surtaxés sur le Vieux Continent.

Le 6 juillet, la Chine a, par ailleurs, annoncé que les groupes européens ne seraient plus éligibles à ses commandes publiques de matériels médicaux. Le 15 juillet, elle a prévenu qu'elle restreindrait le transfert de technologies-clés dans la production de batteries, compliquant de fait la discussion que les Européens souhaitent avoir sur les conditions de l'implantation de nouvelles usines chinoises en Europe.

Pékin n'a pas apprécié, non plus, que, dans le paquet de sanctions contre la Russie adopté à l'unanimité le 18 juillet, les Vingt-Sept s'en prennent à des entités chinoises, dont deux petites banques du Nord-Est, près de la frontière russe, qui aident Moscou à contourner les mesures de rétorsion européennes. « *Contraires à l'esprit de consensus établi entre les dirigeants chinois et européens* », ces mesures auront « *un impact négatif grave* » sur les relations économiques et commerciales sino-européennes, averti, le 21 juillet, le ministère du commerce chinois.

Autant dire que les discussions entre les dirigeants chinois et européens, jeudi, s'annoncent compliquées. « *Ce sommet est l'occasion d'engager un dialogue avec la Chine au plus haut niveau et d'avoir des discussions franches et constructives sur des questions qui nous concernent tous les deux* », a déclaré M. Costa, le 18 juillet. « *Nous visons une relation équilibrée et profitable aux deux parties* », a souligné le président du Conseil européen.

Le sujet des terres rares se trouve sur le haut de la pile des dossiers que les Européens aborderont jeudi. « *Notre décision de surtaxer les véhicules électriques*





chinoise est assise sur le droit européen, elle n'a pas été prise de manière arbitraire contre la Chine», insiste un diplomate européen. Avant de continuer: «La Chine n'aime pas la méthode Trump. Veut-elle aussi que l'UE soit désormais dans l'arbitraire? C'est la question qu'on doit lui poser.»

Ce sommet permettra aussi d'aborder «des questions qu'il vaut mieux ne pas porter dans le champ public, comme celle du contournement des sanctions ou de la cybersécurité», poursuit une autre source. Mais Pékin apprécie peu la tentative de Bruxelles de s'en prendre à un pilier de la politique extérieure de Xi Jinping. La Chine a déjà prévenu qu'elle ne lâcherait pas Moscou, pour ne pas prendre le risque de voir Washington consacrer toute son attention à lutter contre la deuxième puissance mondiale.

A Bruxelles, le ton s'est durci à l'égard de Pékin. Le 16 juin, lors du sommet du G7 au Canada, M^{me} von der Leyen fustigeait une Chine qui «a largement démontré son refus de se conformer aux contraintes d'un système international fondé sur des règles» et «pratique l'octroi de subventions massives dans le but de dominer les chaînes d'approvisionnement mondiales».

«La Chine facilite la guerre menée par la Russie. (...) Elle mène des cyberattaques, interfère dans nos démocraties. Elle recourt à des pratiques commerciales coercitives. Tous ces aspects mettent à rude épreuve nos relations», renchérisait la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, le 2 juillet. «Ce qu'il faut rééquilibrer en ce moment, ce ne sont pas les relations commerciales sino-européennes, mais la mentalité de l'Europe», répliquait la porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning, le 9 juillet.

Bataille Pékin-Washington

Au début de l'année, pourtant, Ursula von der Leyen appelait, depuis Davos, en Suisse, à «approfondir [les] relations [de l'UE] avec la Chine». C'était le 20 janvier, jour de l'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche; elle signifiait ainsi au président américain qu'en cas de guerre commerciale, elle pourrait se tourner vers d'autres partenaires.

Depuis, Washington a imposé de lourds droits de douane aux

produits européens et menace de nouvelles surtaxes si aucun accord n'est trouvé d'ici au 1^{er} août. Donald Trump attend notamment des Européens qu'ils fassent front, à ses côtés, contre la Chine, dans cette bataille entre les deux premières puissances de la planète à laquelle l'UE assiste en témoin impuissant.

Au fil des semaines, alors que les négociations entre Washington et la Commission, compétente en la matière, patinent, M^{me} von der Leyen a remballé ses menaces à peine voilées pour ménager l'allié transatlantique, dans l'espoir d'éviter une escalade désastreuse. Quitte à fâcher Pékin. «Il y a une indexation entre le ton d'Ursula von der Leyen à l'égard de la Chine et la perspective de trouver un accord avec Washington. Tant que cette perspective existera, elle restera ferme face à Pékin», commente un diplomate européen.

Parmi les Vingt-Sept, les positions sont moins tranchées, même si une majorité prône un certain rapport de force vis-à-vis de Pékin. La France fait partie des plus durs. L'Italie, depuis qu'elle a quitté le programme des «nouvelles routes de la soie» en décembre 2023, et l'Allemagne de Friedrich Merz, tiraillée entre les intérêts de ses constructeurs automobiles et la volonté du nouveau chancelier d'une Europe puissante, sont moins effrayés à l'idée de heurter Pékin. Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, compte sur les investissements chinois pour doper son économie et semble prêt à toutes les concessions (Madrid a confirmé, le 18 juillet, utiliser des équipements Huawei dans son système d'écoutes judiciaires), paraît relativement isolé.

La Chine aussi a évolué dans son approche de la relation sino-européenne. En avril, quand elle craignait encore les assauts de l'administration américaine, elle avait donné des gages à l'UE, levant les sanctions qu'elle avait adoptées en 2021 contre cinq eurodéputés pour leurs critiques de sa répression des Ouïgours au Xinjiang.

Aujourd'hui, Pékin considère que la méthode forte a fait ses preuves avec les Etats-Unis. En répondant œil pour œil aux hausses de droits de douane, elle a, pense-t-elle, fait plier le président améri-

cain. Elle n'entend donc pas faire de concessions aux Européens. D'autant que, argue Pékin, sur les terres rares comme sur les voitures électriques, l'UE ne peut s'en prendre qu'à elle-même et au fait qu'elle a délaissé des secteurs d'avenir. «Si l'on durcit le ton, si l'on sanctionne, si l'on montre du doigt la Chine et qu'on la prend avec une certaine hauteur morale, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle aide», dit Wang Huiyao, directeur du Centre pour la Chine et la mondialisation, un institut de Pékin.

«C'est la première fois que l'on démarre un sommet avec un tel niveau de tension sur la relation. L'Europe y va sans illusions», analyse Abigaël Vasselier, spécialiste de la politique étrangère à l'Institut Mercator d'études chinoises, à Berlin, qui prévoit «un moment difficile, pas un moment d'entente», jeudi 24 juillet.

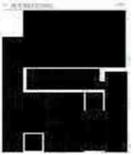
Le gouvernement chinois se prépare déjà à un autre événement, majeur aux yeux du pouvoir : une parade militaire, le 3 septembre, sur l'avenue de la Paix-Eternelle, qui traverse Pékin. Le président russe, Vladimir Poutine, le grand ami diplomatique de Xi Jinping, y sera à l'honneur, à l'issue de quatre jours de visite. ■

VIRGINIE MALINGRE
ET HAROLD THIBAUT

Les Vingt-Sept dénoncent les barrières freinant les sociétés européennes en Chine ou le soutien de Pékin à la Russie et à l'Iran «Si l'on sanctionne, si l'on montre du doigt la Chine, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle aide»

WANG HUIYAO
directeur du Centre pour la Chine et la mondialisation





La cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, et le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, à Bruxelles, le 2 juillet. WES HERDMAN/REUTERS

